

Débat National sur l'Avenir de l'Ecole

Débat public

Collège de Kerentrech - Lorient

Le sentiment majoritairement partagé d'un débat mal engagé

En préalable aux échanges qui se sont instaurés au cours des deux rencontres, il est apparu important à plusieurs participants de faire part de leur sentiment quant à l'organisation de ce débat national sur l'avenir de l'école. En effet, même si ce débat leur semble important, il apparaît cependant précipité, ne permettant d'aborder qu'un nombre limité de sujets prédéfinis, sans que le temps de travail réellement nécessaire en amont ne soit disponible pour discuter sérieusement de l'avenir de l'école. En résumé, le contexte dans lequel est organisé ce débat entraîne un sentiment de frustration, allant même jusqu'à faire émerger l'idée que les conclusions en sont déjà connues et qu'il ne s'agit en fait que d'enrober des choix politiques déjà effectués.

Définir ce que l'on attend de l'éducation

En second lieu, il est apparu à tous les participants qu'il était impossible de rentrer dans le vif des sujets retenus, sans en amont s'être interrogé sur la place de l'éducation dans notre société et sur ce que nous en attendions. Malheureusement, les enjeux ne sont quasiment jamais explicités et l'organisation de ce débat semble, une fois de plus, faire l'impasse sur cette question essentielle, dont dépendent pourtant les réflexions qui viendront alimenter les sujets énoncés dans le document édité par le ministère.

La définition partagée par la majorité des participants est donc la suivante : l'éducation est, avec la culture, l'élément indispensable à la construction de tout individu en tant que citoyen. Il ne s'agit donc pas d'accumuler des savoirs, à l'image de pierres dans un sac, mais bien d'acquérir des savoirs, des savoir-faire et des savoir être, comme autant de graines qui ne demanderont demain qu'à germer. L'école doit par conséquent être un lieu ouvert sur la culture, sur la vie.

Et c'est sans doute là que réside le dilemme dans lequel est aujourd'hui entraînée l'école, entre un modèle philosophique où chacun cultive les jeunes pousses issues des graines semées et un modèle utilitariste, où l'école serait mise au service de l'économie, répondant ainsi aux fonctionnements et dysfonctionnements du marché de l'emploi. Et au regard de ce dilemme, le collège et le lycée sont sans doute plus en difficulté que l'école élémentaire.

La présentation du document « l'éducation nationale en chiffres » qui accompagne ce débat renforce pour certains participants l'idée que la logique qui prévaut est bien celle d'une démarche économique de type coûts/résultats, conduisant à la privatisation et répondant aux attentes du monde de l'entreprise et du MEDEF, qui considèrent que la France dispose aujourd'hui de trop de citoyens qualifiés.

Cependant, les éléments présentés révèlent pour le moins la question prédominante en France du « culte » du diplôme, qui enferme trop souvent les citoyens dans des archétypes, posant le problème de la mobilité intersectorielle. Au-delà de cette mobilité existe également une difficulté chez les jeunes adolescents pour quitter leur région. Le système éducatif devrait pouvoir contribuer au dépassement de ces difficultés liées à la mobilité géographique ou sectorielle, en prenant en compte plus intensément qu'aujourd'hui la formation tout au long de la vie et la reconnaissance des acquis professionnels ou associatifs.

Aborder l'élève dans sa globalité et sa complexité

De façon générale, l'école n'est pas à l'écoute des savoir être des enfants et des adolescents, elle fonctionne de façon très sectorisée et cloisonnée, à l'image de l'ensemble de la société. Un des enjeux qui se pose pour demain n'est pas celui de la diminution des savoirs, mais bien celui de la prise en compte de l'individu dans sa globalité, dans sa complexité.

La maturité d'un enfant et d'un adolescent s'élabore progressivement et toute la difficulté réside dans la prise en compte d'un individu en construction dans sa globalité par une multitude d'enseignants, qui doivent gérer nombre de difficultés durant leur heure de cours et qui n'arrivent pas à les faire partager avec les parents. Le collège est sans doute le plus en difficulté aujourd'hui pour gérer la diversité des élèves, dont les comportements sont parfois difficiles.

Un élève en difficulté dans un système n'est cependant pas nécessairement en difficulté en soit. Et certains élèves, refusant le système de compétition qui prédomine aujourd'hui peut volontairement se mettre en situation d'échec. « L'important n'est pas ce que l'on a, mais le chemin que l'on a parcouru pour avoir cela ». Et aujourd'hui, le système porte plus attention à l'issue qu'au chemin parcouru.

Mettre les enfants et adolescents en situation de réussite

L'école ne participe pas, dans son fonctionnement actuel, à l'introduction des notions de plaisir et de goût de l'effort sur le long terme dans l'apprentissage. Tout est majoritairement basé sur la sanction symbolique de l'échec. Pourtant, l'essentiel est bien d'apprendre à apprendre et la notion selon laquelle l'enfant doit être empli de savoirs par l'enseignant ne devrait plus trouver place au sein de l'éducation nationale.

La question de la motivation et de la valorisation devient donc centrale à ce niveau. Plutôt que d'insister sur les situations d'échec auxquelles peut être confronté l'enfant, il convient impérativement de le mettre en situation de réussite, d'explicitier plus clairement qu'aujourd'hui ses acquis. Le système d'évaluation et de notation apparaît complètement obsolète. Il ne s'agit pas de porter de jugement de valeur sur le travail des enfants, mais bien plus de fixer des objectifs avec eux et de voir ensemble s'ils ont été atteints. En ce sens, les expériences menées dans l'enseignement spécialisé (approches des enfants et adolescents handicapés), dans l'éducation populaire, dans

le sport (exemple des arts martiaux et de la notion de degrés acquis en fonction des compétences atteintes) sont à prendre en compte pour une modification du système de valorisation transmis par l'éducation nationale.

Apprendre à travailler ensemble et accepter la faillibilité

La prise en compte d'un individu dans sa globalité et dans sa complexité nécessite évidemment le décloisonnement et la transversalité dans l'enseignement. Si cela se fait globalement sans trop de heurts à l'école élémentaire, il n'en va pas de même au collège ou au lycée.

Les difficultés rencontrées aujourd'hui au collège sont parfois liées au fonctionnement du corps enseignant lui-même, une partie des enseignants n'étant pas persuadée de l'intérêt d'ouvrir l'école, de travailler en transversal et de construire des projets communs entre enseignants, parents et co-éducateurs.

Il apparaît encore difficile pour beaucoup d'enseignants d'admettre qu'un co-éducateur, et à fortiori un enfant ou un adolescent, puisse faire preuve de plus de compétences sur un domaine particulier qu'eux-mêmes. Ce « culte » de l'infailibilité explique également la difficulté que peuvent avoir des enseignants pour travailler collectivement. Le système d'évaluation ne contribue d'ailleurs pas à résoudre ce problème, dans la mesure où le rapport inspecteur – enseignant apparaît comme infantilisant. C'est d'ailleurs bien souvent la transcription écrite de rapport d'inspection qui pose problème, plus que l'échange direct entre inspecteur et enseignant. A ce niveau également, la culture de la sanction de l'échec prévaut, tout du moins dans la perception du système éducatif qu'ont les acteurs eux-mêmes. Pourtant le travail en commun et en réseau implique nécessairement humilité et reconnaissance de la faillibilité.

Favoriser le travail en réseau

Si le travail en commun de la part des enseignants est essentiel dans la prise en compte de la complexité de l'enfant ou de l'adolescent, la relation enseignants – co-éducateurs – parents n'en demeure pas moins importante. Il s'agit donc pour le système éducatif d'assurer les conditions favorables à un travail en réseau avec les autres personnes susceptibles d'intervenir auprès de l'enfant : personnel de la santé scolaire, travailleurs sociaux, animateurs de maisons de quartiers, médiateurs culturels, bénévoles d'associations de soutien scolaire, etc... et parents.

Le métier d'enseignant a connu une complexification croissante depuis cinquante ans. Et il est difficile de travailler sur le temps scolaire, sans connaissance de ce qui peut se faire sur le temps périscolaire, champ de l'éducation populaire, et sur le temps extrascolaire, champ de la famille, lorsqu'elle est présente.

Reconnaître la place des parents d'élèves

La relation parents enseignants est d'autant plus fondamentale qu'elle apparaît difficile, tant aux yeux des enseignants que des parents. Seule la maternelle semble correspondre à un temps de l'éducation où s'établit un véritable dialogue entre parents et enseignants. Par la suite, le dialogue s'instaure beaucoup plus difficilement, soit que les temps qui lui sont réservés sont inadaptés ou insuffisants, soit que les outils et les enjeux du dialogue ne sont perçus ou maîtrisés ni par les uns, ni par les autres.

D'où des demandes fortes pour la formation des enseignants, particulièrement des responsables d'établissements scolaires, à la communication. Il s'agit également de contribuer à faire tomber les barrières symboliques que peuvent dresser des parents face à l'école et aux enseignants et qui sont souvent le reflet de leur propre parcours au sein du système éducatif. Le discours négatif porté à l'égard d'un enfant en situation d'échec est souvent facteur de remise en cause des parents dans leur rôle d'éducateur. Il s'agit donc, là encore de privilégier une démarche de valorisation de la réussite et non de sanction de l'échec.

Reconnaître la place des parents dans le système éducatif passe également par la définition claire du statut de représentant des parents d'élèves dans la vie d'un établissement scolaire. La question de la légitimité, du rôle et des missions de chacun dans le pilotage du système éducatif, tout comme la méconnaissance globale des enjeux n'apparaissent pas suffisamment prises en compte. La mise en œuvre par l'institution d'outils accompagnant les représentants de parents d'élèves dans leur fonction représentatives est également un élément important du rétablissement d'un dialogue entre enseignants et parents.

Donner un statut aux élèves, les faire participer au débat

La question du statut du collégien a été posée. Ce statut devrait permettre à l'élève d'être reconnu en tant que tel par les adultes croisant l'enfant ou l'adolescent, y compris à l'extérieur des établissements scolaires.

Une question qui se pose également est celle de la perception de l'école et des enseignants par les enfants et les adolescents eux-mêmes. Ils ne sont pas présents dans ces débats qui ont lieu sur les temps extrascolaires et il serait bon d'organiser des échanges avec eux sur le temps scolaire.

Se doter des moyens humains et des conditions matérielles permettant d'atteindre ces objectifs

La refonte des temps scolaires apparaît importante. La nécessité de reconnaître le temps nécessaire à l'échange et à la discussion, à la concertation, à la construction et à la mise en œuvre de projets doit apparaître clairement dans les emplois du temps, tant dans la relation entre enseignants, qu'avec les co-éducateurs, internes ou externes, à l'éducation nationale et les parents.

Cela passe évidemment par la reconnaissance et le renforcement, au sein de l'éducation nationale et sur l'ensemble du territoire national, des métiers accompagnant la fonction d'enseignant : médecins scolaires, infirmiers, travailleurs sociaux, surveillants, aides éducateurs, médiateurs culturels. C'est aussi reconnaître que les enseignants doivent pouvoir dégager du temps, reconnu par l'institution, afin de pouvoir s'impliquer réellement dans les réunions de coordination entre les divers co-éducateurs sur l'espace où s'inscrit l'école ou le collège : contrat de ville, contrat de ville lecture, contrat éducatif local, etc...

D'autre part, la présence des collégiens sur le temps scolaire en dehors des heures de cours doit être effective.

Mais au-delà de cette refonte des temps scolaires, faudrait-il sans doute également se poser la question de l'organisation du temps de l'enseignant, tant dans l'année que dans le courant de sa carrière. La question de la formation continue, de la mobilité sectorielle des enseignants et de leur reconversion possible en dehors du système éducatif, pour ceux qui feraient ce choix, doit être abordée.

A l'école élémentaire il pourrait être souhaitable qu'un seul et même enseignant suive un groupe classe sur la totalité d'un cycle, laissant tout de même la possibilité de passerelles avec d'autres enseignants en cas de problèmes relationnels avec tel ou tel enfant. Cette disposition permettrait peut-être un meilleur suivi de l'enfant sur le moyen terme au cours des cycles du primaire et contribuerait sans doute à renforcer les relations avec les parents.

De la même façon, au collège et au lycée, faudrait-il se poser la question du temps de présence des enseignants en dehors des heures de cours, à l'image de ce qui se fait notamment dans l'enseignement agricole, temps qui pourrait alors être consacré à la préparation des cours, mais également à la concertation, à la construction de projets, à la vie de l'établissement et à son ancrage sur l'espace où il s'inscrit.

Il serait sans doute également intéressant de redéfinir ce qui relève de périodes de tronc commun, temps d'apprentissage de l'apprentissage, temps où l'enfant peut s'approprier des savoirs en groupes plus importants, de périodes à l'approche plus individualisée, temps des projets menés en petits groupes. Le regroupement de groupes classe sur certaines périodes devrait pouvoir être étudié et rendu possible matériellement ; de même pour la division des groupes classes.

« Le collège est perçu comme une prison ». La question de l'entretien, de l'aménagement des équipements scolaires est importante face à ce sentiment. Lorsqu'elle est traitée, elle peut contribuer à recouvrer respect et sentiment de dignité.

D'autre part, les projets éducatifs transversaux, les partenariats, la modification de temps scolaires nécessitent une adaptation et une évolution des locaux scolaires, à la fois pour le regroupement de groupes classes (amphithéâtre ou salle polyvalente) et pour la conduite de projets transversaux (ateliers). Mais il s'agit également de permettre aux enseignants de trouver les conditions adéquates de préparations de cours ou de construction de projets transversaux au sein des établissements. Au-delà de la salle des professeurs, sans doute faudrait-il penser à la création de bureaux propres à chacun des enseignants et leur permettant de travailler et de rester au sein des établissements en dehors des périodes de cours.

Enfin, l'aménagement des établissements scolaires devrait permettre également de répondre à une logique d'écoles ouvertes, réellement inscrites dans un espace de vie, devenant ainsi des lieux d'éducation et de culture pour tous, en dehors des temps scolaires. En permettant matériellement à l'école d'être un lieu de projets pour tous, un certain nombre de barrières symboliques dressées autour du système éducatif pourront peut-être tomber.

Compte-rendu rédigé le 09/01/04 à partir des notes prises lors des deux échanges initiés par le conseil d'administration du Collège de Kerentrech – Lorient.

Patrick DANIEL,
Adjoint au Maire de Lorient,
Délégué à la Culture.